

Lutte de classe

Il faut libérer le travail des chaînes de l'exploitation

Selon Sarkozy, le seul moyen qu'auraient les travailleurs d'améliorer leurs salaires serait de travailler davantage, alors que les prix ne cessent d'augmenter et les patrons ne cessent d'augmenter leurs profits.

Sans doute encouragé par la nouvelle trahison des dirigeants syndicaux et le soutien du PS au traité de Lisbonne, Sarkozy amplifie son offensive contre les travailleurs et se permet de les provoquer en les faisant passer pour des fainéants, de ne pas travailler assez et pas assez longtemps, alors que les multinationales croulent sous les milliards d'euros ou de dollars.

Il s'est livré à un odieux chantage en déclarant : *"J'ai dit que je dirai aux Français la vérité. La vérité, la voilà : promettre plus de pouvoir d'achat aujourd'hui sans contrepartie, c'est la certitude d'avoir encore un peu moins de pouvoir d'achat demain, sous le poids des prélèvements obligatoires qui augmenteront et d'une dette qui s'accumulera"*.

Traduction : si vous exigez qu'on vous donne d'une main une augmentation de salaire, de l'autre on vous en reprendra davantage, donc au lieu de revendiquer des augmentations de salaire vous feriez mieux de bosser plus. Conclusion : nous n'avons pas d'autre solution qu'exproprier les capitalistes, mais il faut d'abord commencer par chasser Sarkozy qui concentre tous les pouvoirs politiques entre ses mains.

Il a continué en martelant qu'*"il n'y a pas de création de richesses, pas de redistribution possible, pas de pouvoir d'achat sans travail. Certains aujourd'hui feignent de ne pas le comprendre"*, comme il n'y aurait pas de capital sans travail. Mais alors si le capital n'est pas un don de la nature, d'où viennent les immenses fortunes de ceux qui le possèdent si ce n'est du travail accumulé, extorqué aux travailleurs génération après génération à travers le monde ?

S'il n'y avait pas création de richesses, les multinationales n'empocheraient pas des centaines de milliards d'euros, ils sortent bien de quelque part, c'est notre travail qu'ils nous ont volés, par conséquent nous sommes en droit de déclarer le capitalisme illégitime, il doit disparaître. Le capitalisme n'a pas d'autre raison d'être que l'accumulation du profit en exploitant le prolétariat. De quel droit ? Au nom de l'exploitation de l'homme par l'homme qui ne sert qu'à enrichir toujours davantage une infime minorité de la population. On a là la preuve que le concept de la répartition des richesses est une mystification en régime capitaliste, il ne sert qu'à subordonner les intérêts du prolétariat à ceux du capitalisme.

Maintenant si le prolétariat est soumis à un régime qui le confine dans la servitude, c'est parce qu'il n'a pas encore trouvé les moyens qui lui permettraient de briser les chaînes de l'exploitation et de prendre son destin en main.

Quel avenir nous réservent les capitalistes, leur représentant Sarkozy l'a précisé : *"Partout dans le monde, ils encouragent le travail, depuis des décennies en France on l'a découragé (...) nous voulons libérer le travail"* de la législation du travail qui constitue une entrave à l'exploitation illimitée des travailleurs, pour satisfaire notre soif intarissable de profits. Regardez en Chine, ils travaillent six jours sur sept, dix heures par jours et ils ne se plaignent pas, ils font même des économies qu'ils envoient à leurs familles restées à la campagne. Pour avancer dans cette voie, il sait qu'il peut compter sur des partenaires à sa botte.

Il l'a rappelé jeudi devant un parterre de chefs d'entreprises et les dirigeants syndicaux : *"L'accord conclu me paraît équilibré et constitue une étape importante dans le processus de réformes que nous avons engagé sur les politiques de l'emploi"*, et il a poursuivi : *"En négociant cet accord, les partenaires sociaux ont prouvé qu'ils savaient avancer entre eux sur des sujets difficiles"*, autrement dit, le seul équilibre possible dans les relations entre exploités et exploités consiste dorénavant à avancer dans la voie de la régression sociale généralisée, en détruisant le droit du travail qui comportait encore quelques garanties collectives un peu trop favorables aux travailleurs, en encourageant l'arbitraire patronal et en faisant sauter les derniers obstacles à l'exploitation sans fin.

Pour les capitalistes, il est devenu insupportable de procéder à des investissements industriels dans des pays comme la France, sachant qu'ils auraient plus à y gagner en investissant dans des pays comme la Chine ou la Roumanie par exemple. L'alliance de la gigantesque et inépuisable force productive disponible en Chine et en Inde

et des moyens de production sophistiqués développés dans les pays économiquement les plus développés, l'ensemble sous la direction de l'industrie financière qui contrôle le marché mondial, permet d'entrevoir la réalisation d'immenses profits compte tenu du régime dictatorial qui sévit en Chine et de l'arriération des masses en Inde.

Ce transfert de production et de capitaux se traduit par la formation de nouveaux monopoles et le renforcement de ceux qui existaient auparavant, les uns et les autres entrant fatalement en concurrence, du coup, les monopoles les plus anciens qui se sont constitués en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, principalement au cours de la seconde moitié du XXe siècle, doivent impérativement imposer à leur prolétariat des normes de productivité comparables à celles existant en Chine pour demeurer compétitifs.

Comme la valeur d'une marchandise est toujours déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production, et que la plus-value qu'empoche le capitaliste repose sur le temps de travail extorqué aux travailleurs au cours du procès de production, pour augmenter son capital, il peut pousser la concentration du capital à un niveau plus élevé de façon à développer la division du travail à un degré supérieur tout en modernisant l'outil de production pour augmenter considérablement la productivité, en la combinant d'une part avec l'augmentation du nombre d'heures travaillées et d'autre part avec l'abaissement du coût horaire du travail. Voilà le schéma idéal de l'exploitation tel qu'il se présente aux capitalistes, non plus en rêve, mais concrètement en 2008 dès qu'ils se tournent vers la Chine ou un autre pays présentant ces caractéristiques. On comprend dès lors que la totalité de l'industrie est menacée de disparition en Europe.

Seules les industries de pointes résisteront plus longtemps. Et si vous avez fait attention, vous aurez remarqué que les patrons qui accompagnaient le voyageur de commerce Sarkozy lors de son déplacement au Moyen-Orient, ont signé des contrats commerciaux portant uniquement sur des marchandises à haute valeur ajoutée car elles sont le produit de technologies que des pays comme la Chine ou l'Inde ne maîtrisent pas ou pas totalement encore. Ces commandes qui se chiffrent par dizaines de milliards d'euros vont permettre de financer les hauts salaires et les avantages sociaux spécifiques dont bénéficient les travailleurs de ces secteurs d'activité, que l'on définit pour cette raison comme une composante de l'aristocratie ouvrière, tandis que le reste du prolétariat verra liquider tous ses droits et acquis sociaux.

Ainsi la division du prolétariat, à laquelle il faut ajouter les cinq millions de fonctionnaires, sera maintenue et permettra d'assurer la pérennité du régime en donnant les moyens au gouvernement de s'appuyer sur la neutralité des uns pour taper sur les autres...

Que les contre-réformes touchent l'ensemble du prolétariat et de la petite bourgeoisie est une chose, mais il ne faut pas oublier que ces classes sont loin d'être hétérogènes et que chacune d'entre elles comportent des couches dont les intérêts sont distincts sans être forcément opposés à ceux des autres couches qui les composent, mais comme les intérêts des couches supérieures du prolétariat et de la petite bourgeoisie sont en grande partie satisfaits ou qu'elles disposent encore de réserves pour les satisfaire, elles sont plus réceptives au discours du gouvernement ou du social-impérialisme (PS) qu'elles soutiennent, et moins enclines à se mobiliser, préférant se satisfaire temporairement des miettes que leur accordent les capitalistes, d'autant plus que le prolétariat ne parvient pas à se doter d'une direction qui lui permettrait d'entrevoir l'avenir au-delà de l'existence du régime capitaliste.

Les capitalistes et leurs représentants ont évidemment à l'esprit l'ensemble de ces facteurs. Au-delà des propres contradictions inhérentes aux lois de fonctionnement du système économique capitaliste, c'est le prolétariat à l'échelle mondiale qui constitue le seul facteur et qui peut hypothéquer leurs plans. L'équilibre précaire entre les classes repose sur la soumission, l'ignorance et l'inorganisation politique du prolétariat.

En conclusion, il est presque superflu d'affirmer que notre tâche la plus urgente est de tout faire pour l'aider à prendre conscience des rapports réels entre les classes, à prendre confiance en ses propres forces pour renverser le régime en place, ce qui passe nécessairement par la construction d'un parti qui exprime consciemment les tâches que le prolétariat a à accomplir à chaque étape de la lutte des classes et l'objectif qu'il doit se fixer, la prise du pouvoir politique pour ensuite réaliser l'expropriation des capitalistes.

Il faut favoriser l'unité à la base et l'auto-organisation des travailleurs incluant si possible les syndicats pour aider les travailleurs à affronter les capitalistes sur le terrain économique dans toutes les entreprises par l'arme de la mobilisation et de la grève uniquement, en essayant d'étendre chaque lutte... Maintenant, qu'elle soit vouée à l'échec ne constitue un obstacle que dans la tête des sceptiques et des fatalistes, car il est toujours possible d'en tirer ensuite un enseignement politique contribuant à faire progresser la conscience de classe du prolétariat, et donc la construction du parti, dès lors qu'on a pour orientation politique non pas le réformisme et la pérennité du capitalisme mais son abolition et le socialisme. Quant au reste de l'intervention de Sarkozy, il a rappelé les grandes lignes des contre-réformes qu'il entend mettre en oeuvre en 2008, ajoutons, avec le soutien des dirigeants syndicaux, du PS et du PCF qui sont inséparables du régime.

Dernière information qui ne sera une surprise pour aucun militant, le bureau national de la CFDT a voté "à l'unanimité" pour une signature jeudi en fin de matinée de l'accord intervenu vendredi dernier avec le patronat, à la suite de FO, la CGC et la CFTC.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, le patronat et les dirigeants syndicaux sont dans le même camp, celui de nos ennemis de classe, voilà le trait dominant de la situation politique. Ce serait irresponsable de faire croire aux travailleurs que nous aurions aujourd'hui les moyens de contrecarrer les plans criminels des capitalistes. Pour y parvenir nous devons nous organiser et construire un parti révolutionnaire sur les bases du marxisme.

Pour combattre cette alliance contre-révolutionnaire, il faut expliquer aux travailleurs que l'aggravation de nos conditions de travail et d'existence est le produit de l'incapacité du capitalisme à assumer le développement harmonieux de la société, par conséquent il doit céder la place à une réorganisation de l'économie fondée sur le bien-être de la majorité et non sur le profit d'une infime minorité, sous la direction du prolétariat.

Pour y parvenir et satisfaire ainsi l'ensemble de nos besoins économiques et sociaux immédiats, sachant que le régime capitaliste repose sur le plan politique sur des institutions dont la place et le rôle sont codifiés dans la constitution de la Ve République, il est impossible de poser la question politique du pouvoir en dehors de la mobilisation générale et révolutionnaire du prolétariat qui demeure le facteur décisif pour dénouer favorablement la crise du capitalisme et avancer sur la voie du socialisme, à condition que le prolétariat se soit doté à temps d'un parti révolutionnaire, répétons-le encore, sur la base du marxisme, expression théorique consciente de la marche en avant du prolétariat vers son émancipation.

(source : AFP 17.01